



Distr. : LIMITEE

E/ECA/ACW/CWD.II/2001/7D
novembre 2001

NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

FRANCAIS
Original: Anglais

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Centre africain pour les femmes

Réunion du Comité Femmes et Développement
5-8 novembre, 2001
Addis-Abeba, Ethiopie

**Programme de suivi et d'évaluation du Plan d'Action Africain pour accélérer
la mise en oeuvre de la Plate-Forme d'Action de Dakar et du Programme
d'Action de Beijing**

2000 – 2004

Partie 4: Mécanisme Opérationnel

Projet
Août 2001

LE MECANISME OPERATIONNEL D'EXECUTION DU PROGRAMME

A. INTRODUCTION

Le Mécanisme opérationnel décrit ci-dessous présente les différentes phases à travers lesquelles le Programme de suivi et d'évaluation du Plan d'action africain pourrait être exécuté. Il sera mis en œuvre dans le cadre de la préparation, à l'échelle régionale et mondiale, des réunions d'examen de Beijing+10, pour organiser les activités de suivi qui seront menées en 2002 et 2003. Les activités d'évaluation seront, quant à elles, menées en 2004.

Compte tenu des contraintes liées au calendrier, aux finances et aux ressources humaines, le nombre de ministères participant a été limité à six, à savoir : finances, planification, agriculture, commerce et l'industrie, santé et questions de parité. Ce choix stratégique repose sur l'idée qu'en raison de leur domaine de compétence particulier, les ministères retenus pourraient, s'ils acceptaient d'intégrer les questions de parité au niveau interne, créer un effet d'entraînement bénéficiant à la fois aux autres ministères et aux femmes en général. Ainsi, les ministères des finances et de la planification détermineront dans une large mesure le succès ou l'échec de l'intégration de la problématique hommes-femmes dans les politiques, les plans et les programmes des gouvernements en raison de leur poids dans la planification nationale et sectorielle et dans l'allocation des ressources. Pour ce qui est au ministère de l'agriculture, s'il administre le secteur qui emploie le plus grand nombre de femmes, il n'en demeure pas moins que celles-ci y sont quasiment invisibles, que leur travail n'est pas comptabilisé et qu'elles bénéficient rarement de services d'appui. Les ministères du commerce et de l'industrie incluent rarement les femmes comme facteur de production. Le ministère de la santé est confronté à un problème touchant les femmes de manière disproportionnée, à savoir la pandémie du VIH/SIDA. Enfin, le ministère chargé des questions de parité joue un rôle de premier plan dans la coordination et le plaidoyer pour l'intégration de la problématique hommes-femmes dans tous les secteurs.

Certaines organisations non gouvernementales à caractère technique qui sont très actives dans le domaine du développement seront également invitées à participer au Programme de suivi et d'évaluation car leurs activités sont ciblées sur les femmes comme sur les hommes, en tant qu'acteurs et que bénéficiaires. Il est donc essentiel que ces organisations adoptent, elles aussi, une stratégie tenant compte des besoins de chaque sexe pour assurer que les efforts entrepris donnent les résultats voulus et profitent aux personnes visées. Avec l'aide des ministères participant au programme, l'ONG nationale chargée de la coordination choisira les ONG participantes et coordonnera leurs activités.

Les activités de suivi et d'évaluation seront menées à différents niveaux dans chaque pays, mais également aux niveaux sous-régional et régional. Le Mécanisme opérationnel sert de fil conducteur à différents niveaux, met en relief l'importance de la coordination et de ses implications, et il définit les responsabilités. Ainsi, les principaux acteurs du programme de suivi et d'évaluation sont clairement identifiés. Les activités dont ils sont responsables ainsi que le calendrier qui s'y rattache sont précisés ci-dessous.

B. PROCESSUS OPERATIONNEL : LES TACHES, LES ACTEURS ET LE CALENDRIER

I. Suivi du processus d'exécution

a) Au niveau national

1. Suivi au niveau du Ministère chargé des questions de parité

Au niveau du Ministère (ou de l'organisme national) chargé des questions de parité, les responsables nationaux du suivi et de l'évaluation (RNSE) ont un double rôle : assurer **directement** le suivi de l'exécution du Plan d'action africain au sein et à l'extérieur du Ministère chargé des questions de parité et dans le respect du mandat de celui-ci; et **coordonner** le processus de suivi dans les autres ministères et parmi les organisations non gouvernementales (ONG).

Les responsables nationaux du suivi et de l'évaluation (RNSE) seront plus précisément directement responsables du **suivi** des aspects suivants :

- ◆ La Politique nationale de parité, l'état de sa mise en œuvre, son champ d'intervention et son contenu, conformément à **l'Instrument de suivi et d'évaluation**. La plus grande partie de l'information sera extraite du document directif concernant les questions de parité et elle sera évaluée en conséquence. Les responsables nationaux du suivi et de l'évaluation devront également assurer le suivi de la mise en œuvre de la politique de parité à partir des rapports de suivi présentés par les ministères d'exécution.
- ◆ Le mécanisme national de coordination conformément à **l'Instrument de suivi et d'évaluation**. Les informations qui s'y rapportent seront, pour la plupart, extraites du document portant création du mécanisme, des rapports périodiques de celui-ci et des rapports de suivi élaborés par les ministères chargés des questions de parité qui seront probablement préparés par les responsables nationaux du suivi et de l'évaluation (RNSE) eux-mêmes.
- ◆ Les mécanismes de contrôle auxquels les ministères sont censés rendre des comptes au niveau national, comme à celui des collectivités territoriales et locales, conformément aux dispositions de **l'Instrument de suivi et d'évaluation**. Toute information complémentaire peut être obtenue auprès des ministères d'exécution.
- ◆ Les activités de renforcement des capacités au sein du Ministère chargé des questions de parité conformément aux dispositions de **l'Instrument de suivi et d'évaluation**. L'information concernant les activités relatives au développement des capacités dans les ministères d'exécution figurera dans les rapports soumis au ministère chargé des questions de parité.

Le calendrier

Les responsables nationaux du suivi et de l'évaluation (RNSE) agiront conformément au calendrier proposé ci-dessous :

- ◆ Confirmation avec les décideurs des domaines d'activité devant faire l'objet du suivi (conformément à l'**Instrument de suivi et d'évaluation**), en avril 2002 ;
- ◆ Elaboration d'un plan de suivi assorti d'un calendrier et d'une périodicité, en avril 2002 ;
- ◆ Activités de suivi à proprement parler de mai à août 2002 et de janvier à avril 2003.
- ◆ Synthèse des rapports de suivi, le premier à la fin de septembre 2002 et le deuxième en juin 2003.
- ◆ Transmission des rapports de synthèse aux Centres de développement sous-régional (CDSR) de la CEA en octobre 2002 et juillet 2003 respectivement.
- ◆ Transmission des rapports synthétiques des sous-régions par les SRDC au Centre africain pour la femme en décembre 2002 et septembre 2003 respectivement.

2. Coordination du processus de suivi dans les ministères d'exécution

La deuxième tâche importante confiée aux responsables nationaux du suivi et de l'évaluation (RSEN) se rapporte à la coordination du processus de suivi au niveau des ministères d'exécution. Les RNSE devront, d'une part, s'assurer que le processus de suivi porte sur les objectifs arrêtés, et, d'autre part, veiller à ce que des Responsables du suivi et de l'évaluation au niveau sectoriel (RSSE), soient nommés pour assurer que le processus suit son cours conformément à la ligne tracée.

Au titre de la **coordination** au niveau des ministères d'exécution, les RNSE sont chargés, **dans le cadre du calendrier proposé**, des tâches suivantes :

- ◆ Confirmer avec les décideurs des ministères d'exécution les domaines devant faire l'objet d'un suivi (conformément à l'**Instrument de suivi et d'évaluation**) ;
- ◆ Identifier et désigner les responsables sectoriels du suivi et de l'évaluation (RSSE) avant la fin mars 2002 ;
- ◆ S'assurer que chaque ministère dispose d'un plan de suivi (calendrier, périodicité) ;
- ◆ Négocier les dates auxquelles les premier et deuxième rapports de suivi devront être soumis au ministère chargé des questions de parité ;
- ◆ Faire la synthèse des deux rapports nationaux de suivi avant la fin des mois de septembre 2002 et de juin 2003, respectivement ;
- ◆ Soumettre les rapports de suivi aux CDSR en octobre 2002 et juillet 2003 respectivement ;
- ◆ Les CDSR soumettront les rapports synthétiques de suivi concernant leur Centre africain pour la femme avant décembre 2002 et septembre 2003 respectivement ;

3. Coordination du processus de suivi parmi les organisations non gouvernementales

Les organisations non gouvernementales sont des éléments essentiels de l'exécution du Programme d'action africain. Il sera donc nécessaire d'assurer le suivi de leurs activités comme de celles des ministères. A cet égard, les RNSE seront chargés des activités suivantes :

- ◆ Identifier les ONG nationales chargées de la coordination et leur présenter le programme de suivi ;
- ◆ S'assurer que chaque ONG nationale a un plan de suivi ;
- ◆ Négocier les dates auxquelles les premier et deuxième rapports de suivi seront soumis aux ministères chargés des questions de parité;
- ◆ Intégrer les deux rapports de suivi des ONG nationales aux rapports nationaux à la fin du mois de septembre 2002 et du mois de juin 2003 respectivement ;
- ◆ Soumettre les rapports de suivi aux CDSR en octobre 2002 et juillet 2003 respectivement ;
- ◆ Les CDSR soumettront les rapports synthétiques de suivi des sous-régions au Centre africain pour la femme en décembre 2002 et en septembre 2003, respectivement.

4. Les Responsables sectoriels du suivi et de l'évaluation (RSSE) dans les ministères d'exécution

Les RSSE des ministères d'exécution devront être désignés conformément à la Politique nationale de parité dans le but d'apporter un appui technique au processus d'intégration de la problématique hommes-femmes. Pour le suivi du Plan d'action africain, ils seront chargés d'assurer le suivi des questions suivantes :

- ◆ La mise en œuvre de la politique nationale de parité par une intégration systématique des questions de parité dans les politiques, les plans et les programmes des ministères d'exécution conformément aux dispositions de l'**Instrument de suivi et d'évaluation**. Les données et les informations pourront être extraites des documents directifs, des descriptifs de programmes et des rapports du ministère.
- ◆ Le mécanisme de compte rendu tel qu'utilisé par les ministères d'exécution aux niveaux national, territorial et local et les résultats de l'exercice de compte rendu. Des rapports concernant ces questions devraient être disponibles au sein des ministères et des institutions chargées du contrôle.
- ◆ Le mécanisme de renforcement des capacités prévu par l'**Instrument de suivi et d'évaluation**, la mesure dans laquelle il est appliqué sa pertinence et son applicabilité aux politiques et programmes du ministère d'exécution.

Calendrier

Le Programme de suivi présenté ci-dessus pourrait être exécuté selon le calendrier suivant :

- Etablir un consensus avec les responsables du ministère en ce qui concerne les activités devant faire l'objet d'un suivi, les résultats attendus et les repères à définir, avant la fin du mois de mars 2002;
- Etablir un plan de suivi avant la fin du mois d'avril 2002;
- Suivre les activités, de mai à août 2002 et de janvier à avril 2003 ;
- Soumettre les rapports de suivi au mécanisme national chargé des questions de parité en septembre 2002 et en mai 2003.

b) Aux niveaux sous-régional et régional

Chacune des structures ou des unités chargées des questions concernant les femmes et des questions de parité au sein des Communautés économiques régionales, et des trois institutions régionales – l'Organisation de l'unité africaine (OUA), la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et la Banque africaine de développement (BAD) désignera un Responsable institutionnel du suivi et de l'évaluation (RISE) qui sera chargé de coordonner le processus de suivi conformément à l'**Instrument de suivi et d'évaluation**.

Le processus de suivi et d'évaluation portera sur les domaines suivants :

- La politique institutionnelle concernant les questions de parité ;
- Le mécanisme institutionnel de promotion de l'intégration des questions de parité ;
- Le dispositif de développement des capacités pour l'intégration de la problématique hommes-femmes.

Les responsables institutionnels du suivi et de l'évaluation (RISE) seront donc chargés des tâches suivantes :

- Confirmer aux décideurs les domaines qui feront l'objet d'un suivi, les résultats attendus (conformément à l'**Instrument de suivi et d'évaluation**) et les repères à définir.
- Etablir un plan de suivi ;
- Mener à bien les activités de suivi ;
- Soumettre les rapports de suivi aux organes directeurs et au Comité «Femme et Développement» par le biais du Centre africain pour la femme en décembre 2002 et décembre 2003.

II. Evaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Plan d'action africain

Le processus d'évaluation du Plan d'action africain sera mené en 2004 dans le cadre de la préparation des conférences régionale et mondiale Beijing+10. Il est recommandé de créer un Comité national pluridisciplinaire et plurisectoriel qui sera chargé du processus d'évaluation au niveau technique mais les RNSE dans les ministères chargés des questions de parité et les RSSE joueront un rôle central dans le processus d'évaluation.

Les organismes des Nations Unies ainsi que d'autres partenaires bilatéraux et multilatéraux devraient apporter un appui actif au processus d'évaluation.

a) Au niveau national

i) Evaluation par les mécanismes nationaux chargés des questions de parité

Les RNSE exécuteront les tâches suivantes dans le cadre du calendrier proposé :

- ◆ Conduire, avec l'aide d'un comité national pluridisciplinaire et plurisectoriel, l'évaluation de la mise en œuvre dans les quatre domaines prioritaires conformément à l'**Instrument de suivi et d'évaluation**, de janvier à mars 2004 ;
- ◆ Soumettre le rapport aux CDSR, en avril 2004 ;
- ◆ Les CDSR établiront la synthèse des rapports nationaux et les soumettront au Comité intergouvernemental d'experts (CIE), entre avril et juin 2004 ;
- ◆ Les CDSR soumettront les rapports sous-régionaux finaux d'évaluation au CAF avant la fin du mois de juin 2004.

ii) Coordination du processus d'évaluation au niveau des ministères d'exécution

Les RNSE rattachés aux organismes nationaux seront chargés des tâches suivantes :

- ◆ Veiller à ce que les ministères d'exécution fassent le point des activités menées en ce qui concerne certains domaines du Plan d'action africain sur la base des rapports de suivi et d'autres informations d'actualité, conformément à l'**Instrument de suivi et d'évaluation**, de décembre 2003 à février 2004 ;
- ◆ Veiller à ce que les rapports d'évaluation soient soumis au mécanisme national chargé des questions de parité avant la fin du mois de février 2004 ;
- ◆ En collaboration avec le comité national d'évaluation et à partir des rapports des ministères d'exécution et de l'organisme national chargé des questions de parité, établir un rapport national d'évaluation, en mars 2004 ;
- ◆ Soumettre le rapport national d'évaluation aux CDSR en avril 2004.

iii) Coordination de l'évaluation au niveau des CDSR

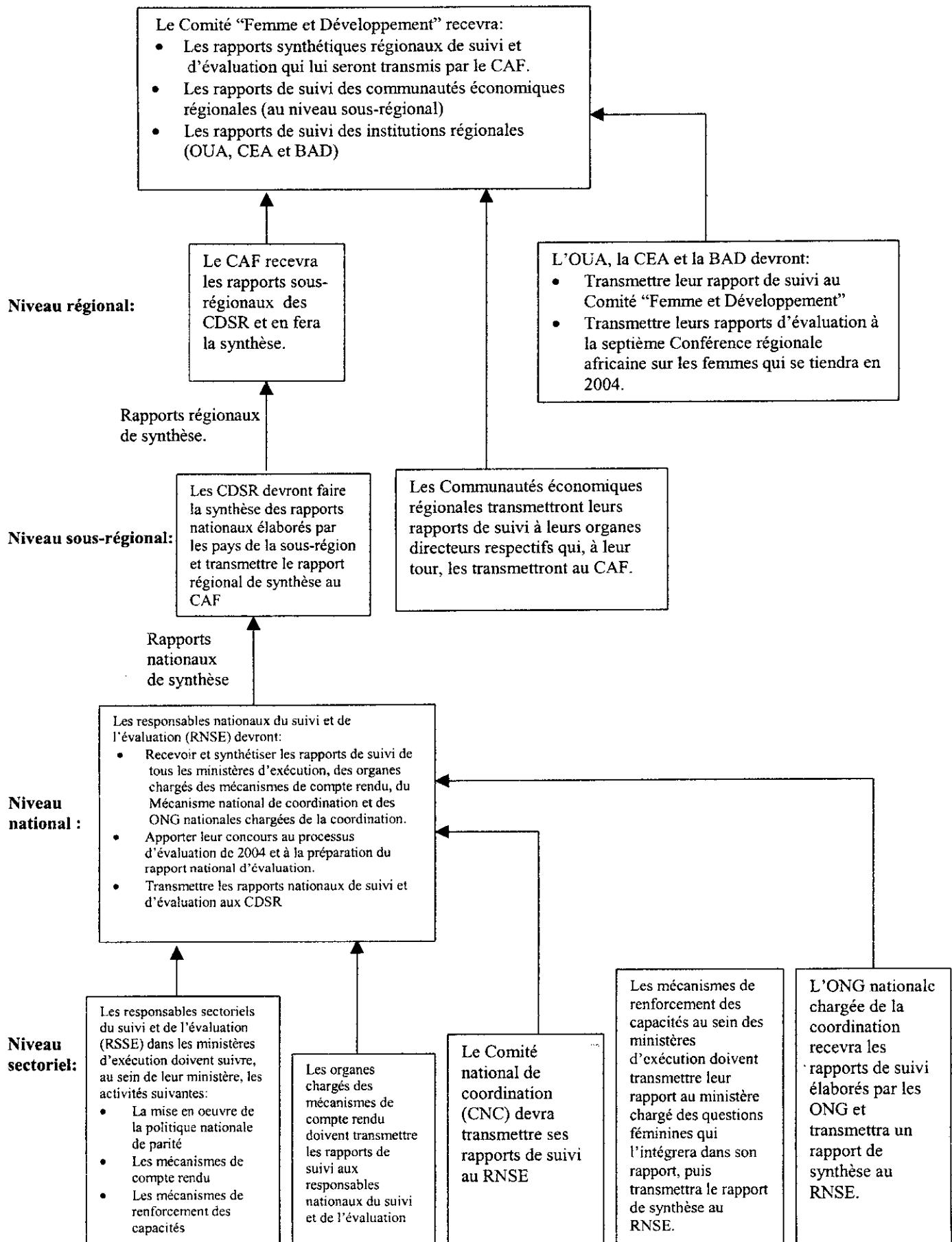
- ◆ Les CDSR établiront des rapports sous-régionaux d'évaluation à partir des rapports nationaux d'évaluation en mai 2004 ;

- ◆ Les CDSR organiseront des réunions sous-régionales d'évaluation qui se tiendront entre juin et juillet 2004 (peut-être sous les auspices des Comités intergouvernementaux d'experts) dans le but d'examiner et d'approuver les rapports sous-régionaux d'évaluation et d'établir un consensus sur les priorités futures concernant les questions de parité dans chaque sous-région ;
- ◆ Au nombre des participants figureront les représentants des ministères concernés, c'est-à-dire les ministères des finances, de la planification, de l'agriculture, de la santé, du commerce et de l'industrie ainsi que des ministères chargés des questions de parité. Les Communautés économiques régionales (CER) devraient également participer à ces réunions ;
- ◆ Les CDSR soumettront les rapports finalisés d'évaluation concernant leur sous-région au CAF au début du mois d'août 2004.

b) Aux niveaux sous-régional et régional

- Les Responsables institutionnels du suivi et de l'évaluation (RISE) au sein des communautés économiques régionales, de l'OUA, de la CEA et de la BAD évalueront l'état d'avancement de la mise en œuvre du Plan d'action africain. Ils se baseront sur les résultats de l'exercice de suivi et sur d'autres sources conformément à l'**Instrument de suivi et d'évaluation** pour procéder à cette évaluation dans leurs institutions respectives et ils soumettront le rapport à la Réunion consultative régionale de haut niveau, en novembre 2004 ;
- Le Centre africain pour la femme procédera à la synthèse des rapports sous-régionaux d'évaluation et soumettra cette synthèse à la Réunion consultative régionale de haut niveau en 2004. Les ministres responsables des six ministères participants assisteront à la Réunion consultative.

SCHEMA DE SUIVI ET D'EVALUATION



Annexe I
Calendrier du processus d'évaluation au niveau national
2002-2004

	Activités de suivi	Mois	Responsables
1.	Formation au suivi et à l'évaluation	Janvier-avril 2002	Les responsables nationaux du suivi et de l'évaluation (RNSE), les responsables sectoriels du suivi et de l'évaluation (RSSE) et les responsables de l'ONG chargée de la coordination suivront la formation
2.	Préparation des plans de travail	Janvier-avril 2002	Tous les responsables du suivi et de l'évaluation
3.	Vérifier que les plans de travail sont préparés par l'ONG et les ministères sectoriels	Janvier-avril 2002	Responsables nationaux du suivi et de l'évaluation
4.	Suivi des activités dans tous les ministères et ONG concernés	Mai-août 2002	Tous les responsables du suivi et de l'évaluation
5.	Vérification des activités de suivi dans les ministères d'exécution et les ONG	Mai-août 2002	Responsables nationaux du suivi et de l'évaluation
6.	Préparation et présentation des rapports de suivi sectoriels de base aux RNSE	Août 2002	RSSE et ONG chargées de la coordination
7.	Préparation et transmission des rapports de suivi des ONG aux RNSE	Août 2002	ONG chargées de la coordination
8.	Etablir la synthèse des rapports nationaux de base émanant des RSSE, des ONG chargées de la coordination et des RNSE	Septembre 2002	Les RNSE
9.	Transmettre les rapports nationaux de base aux CDSR	Début octobre 2002	Les RNSE
10.	Discussion des rapports de base avec les responsables des ministères et des ONG	Septembre-octobre 2002	Tous les responsables du suivi et de l'évaluation
11.	Suivi permanent et mise en œuvre des mesures correctives	Septembre-décembre 2002	Tous les responsables du suivi et de l'évaluation
12.	Synthèse des rapports nationaux en vue d'établir un rapport sous-régional de suivi	Octobre-Novembre 2002	Les CDSR
13.	Transmission des rapports sous-régionaux au CAF	Décembre 2002	Les CDSR
14.	Vérifier que les activités de suivi se poursuivent au sein des ministères sectoriels et des ONG chargées de la coordination	Janvier-février 2003	Les RNSE
15.	Activités permanentes de suivi dans tous les ministères sectoriels et au sein du ministère chargé des questions féminines	Janvier-avril 2003	Tous les responsables du suivi et de l'évaluation

16.	Finalisation des rapports des ministères sectoriels et des ONG et transmission aux RNSE	Fin avril 2003	Les RSSE et les ONG chargées de la coordination
17.	Synthèse du premier rapport national de suivi	Mai-juin 2003	Les RNSE
18.	Transmission des rapports nationaux de suivi aux CDSR	Juillet 2003	Les RNSE
19.	Discussion du premier rapport de suivi avec les responsables et définition des mesures correctives	Mai-juin 2003	Tous les responsables du suivi et de l'évaluation
20.	Poursuite des activités de suivi	Mai-décembre 2003	Tous les ensembles du suivi et de l'évaluation
21.	Préparation des rapports sectoriels de suivi dans les ministères chargés des questions féminines, les ministères d'exécution et les ONG	Fin décembre 2003-Janvier 2004	Tous les responsables du suivi et de l'évaluation et les ONG chargées de la coordination
22.	Transmission des rapports sectoriels de suivi et des rapports de suivi des ONG aux RNSE	Janvier 2004	Les RSSE et les ONG chargées de la coordination
23.	Synthèse du rapport national de suivi pour préparer l'exercice d'évaluation	Février 2004	Les RNSE

Annexe II
Calendrier du processus d'évaluation
2004

	Activités	Mois	Responsables
1.	Analyse des rapports annuels de suivi et des informations provenant d'autres sources pour évaluer la pertinence, l'efficacité et le succès de la mise en œuvre	Janvier Février Mars 2004	Les responsables nationaux du suivi et de l'évaluation
2.	Synthèse et validation du rapport national d'évaluation	Fin mars 2004	Les responsables nationaux du suivi et de l'évaluation Le comité plurisectoriel
3.	Transmission du rapport national d'évaluation aux CDSR	Début avril 2004	Les responsables nationaux du suivi et de l'évaluation
4.	Synthèse des rapports nationaux d'évaluation en un rapport sous-régional et présentation de celui-ci aux Comités intergouvernementaux d'experts	Avril-juin 2004	Les CDSR
5.	Transmission des rapports sous-régionaux d'évaluation au CAF	Fin juin 2004	Les CDSR
6.	Synthèse du rapport d'évaluation et des recommandations des sous-régions	Juillet Août Septembre 2004	CAF
7.	Préparation de la Réunion régionale consultative de haut niveau	Juillet-Octobre 2004	CAF
8.	Organisation de la Réunion régionale consultative de haut niveau	Novembre 2004	CAF